

L'objectif permanent des Sommets est de chercher à établir des politiques économiques compatibles qui favoriseront une croissance équilibrée et non-inflationniste. Les Sommets ne sont pas des mécanismes de prise de décisions, mais ils ont permis aux dirigeants des grandes démocraties industrialisées de rechercher une réaction plus concertée et efficace aux problèmes économiques et de mettre en oeuvre des politiques susceptibles de maintenir la confiance.

Au Sommet de Tokyo en 1986, reconnaissant la nécessité d'une coordination étroite et continue des politiques économiques, les leaders du Sommet ont créé le Groupe des Sept ministres des Finances (G-7) à qui ils ont confié la responsabilité d'améliorer la coordination des politiques de promotion d'une croissance économique non inflationniste, de renforcer les mesures commerciales incitatives favorisant l'emploi et l'investissement, et d'assurer une plus grande stabilité des taux de change.

Réunis à Paris en février 1987, les ministres des Finances du Groupe des Sept ont convenu qu'il était nécessaire de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres budgétaires et commerciaux. Chaque pays a alors pris des engagements précis à cet égard. L'Accord du Louvre comprenait des mesures destinées à stimuler la demande intérieure au Japon et en RFA ainsi qu'à réduire le déficit budgétaire américain.

Le Canada s'est alors engagé à réduire le déficit du budget fédéral, à réformer son régime fiscal et sa réglementation et à mener des initiatives de libéralisation des échanges sur les plans bilatéral (avec les États-Unis) et multilatéral (dans le cadre de l'Uruguay Round). La politique monétaire canadienne devait avoir comme objectif de réduire l'inflation en assurant le fonctionnement harmonieux du marché des changes.

Le Sommet de Venise de juin 1987 a été dominé par un esprit de coopération et de cohésion entre les leaders. Ceux-ci se sont dit encouragés par une croissance économique soutenue, bien que plus faible, par le maintien de faibles taux d'inflation et par une baisse générale des taux d'intérêt. La stratégie adoptée par le Groupe des Sept (Accord du Louvre) a été entérinée par le Sommet puis dans le communiqué de décembre 1987 du Groupe des Sept. Facteur particulièrement important pour le Canada, les leaders du Sommet ont convenu de renforcer davantage le rôle du Groupe des Sept ministres des Finances.

Le 19 octobre 1987, le brusque fléchissement du marché boursier a propagé une onde de choc sur tous les marchés financiers du monde. Les déséquilibres déstabilisateurs observés entre les États-Unis, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et les économies nouvellement industrialisées (ENI) d'Asie résultent de la divergence des politiques du début et du milieu des années 80, période où les États-Unis suivaient des politiques budgétaires expansionnistes tandis que d'autres pays, particulièrement l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, appliquaient des politiques économiques rigoureuses.

Du côté positif, il est clair maintenant que l'économie internationale s'est mieux remise du choc d'octobre qu'on ne l'avait prévu. La plupart des analystes sont d'avis que les pays industriels peuvent jouir d'une sixième année de croissance modérée et de faible inflation. Il semble maintenant que, grâce au réaménagement des taux de change, les principaux déséquilibres extérieurs commencent lentement à se redresser. Le Japon et, à un moindre degré, l'Allemagne de l'Ouest ont pris des mesures pour stimuler leur demande intérieure, tandis que les États-Unis ont poursuivi des politiques plus rigoureuses, notamment en réduisant les dépenses publiques fédérales.